

Eva Joly, née Gro Eva Farseth¹ le [5 décembre 1943](#) à [Oslo \(Norvège\)](#), est une femme politique [franco-norvégienne](#). Ancienne [magistrate](#) française², elle a instruit des [dossiers politico-financiers](#) tels que [l'affaire Elf](#).

En 2009, elle est élue [députée européenne](#) dans la [circonscription Île-de-France](#), sur la liste [Europe Écologie](#). Elle est candidate officielle d'[Europe Écologie Les Verts](#) en vue de [l'élection présidentielle de 2012](#).

Jeunesse et formation

Gro Eva Farseth naît en 1943 à Motzfeldts gate (rue Motzfeldt), dans un quartier modeste d'Oslo, d'une famille issue de l'agriculture.

Gro Eva Farseth passe une partie de son enfance dans le quartier ouvrier de [Grünerløkka](#) (blanchisseries, boulangeries, meuneries, fabriques de voiles pour bateaux...), à [Oslo](#), et en fréquente les écoles.

À 18 ans, après avoir fini troisième au concours de [Miss Norvège](#), elle quitte son pays natal, avant d'exercer divers métiers : [fille au pair](#), secrétaire chez [Eddie Barclay](#), [dactylo](#), couturière à domicile. En 1967, elle épouse un étudiant en médecine, Pascal Joly, le fils aîné de la famille qui l'accueillait au pair (et cousin de [Sylvie Joly](#)), malgré l'opposition de ses futurs beaux-parents. Ils ont deux enfants, Caroline, qui deviendra avocate et Julien, devenu architecte. Tout en poursuivant des études de droit, Eva Joly gagne sa vie comme styliste en décoration d'intérieur. Quand son mari termine ses études de médecine, le couple s'installe à la campagne à [Bouray-sur-Juine](#), près d'Étampes

Eva Joly obtient une [licence](#) en [droit](#) et un [DEA](#) de [sciences politiques](#)⁷ et devient conseillère juridique de [l'hôpital psychiatrique](#) d'[Étampes](#). En 1980, elle passe le concours d'entrée dans la [magistrature](#), et est reçue 30^e. À 38 ans, en [1981](#), elle est nommée substitut du [procureur de la République](#) à [Orléans](#). En [1989](#), elle est détachée au [Comité interministériel de restructuration industrielle](#) (CIRI), organisme rattaché au ministère des Finances, qui épaula les entreprises en difficulté dans les zones sinistrées. Elle en devient la première secrétaire générale adjointe à ne pas sortir de [l'ENA](#). Elle est également auditrice de [l'Institut des hautes études de défense nationale](#) dont elle a suivi l'enseignement.

Affaire Elf

Nommée en 1990 [juge d'instruction](#) au pôle financier au [Palais de justice de Paris](#), elle instruit des affaires en vue, comme celle de [Bernard Tapie](#), puis se voit confier le dossier Bidermann, qui conduit *via* Elf-Gabon à [l'affaire Elf](#), qu'elle instruit avec [Laurence Vichnievsky](#). Le [5 juillet 1996](#), Eva Joly fait incarcérer [Loïk Le Floch-Prigent](#), ancien PDG d'[Elf](#) et président en

exercice de la [SNCF](#). Puis elle ouvre les dossiers de l'[affaire des frégates de Taïwan](#) et de l'affaire [Dumas-Deviers-Joncour](#). En [1998](#), elle [met en examen Roland Dumas](#), président du [Conseil constitutionnel](#) qui est contraint à la démission. Condamné en première instance en [2001](#), il est relaxé en appel en [2003](#).

En pleine affaire Elf, Eva Joly est marquée par le suicide de son mari (dont elle était séparée) en [2001](#).

Elle est lauréate, pour le travail exceptionnel effectué dans cette affaire, du prix de l'intégrité décerné par l'ONG [Transparency International](#).

Elle est l'une des initiatrices de la [Déclaration de Paris](#) avec l'ancien procureur de [Genève Bernard Bertossa](#), le juge espagnol [Baltasar Garzón](#), le juge italien [Antonio Di Pietro](#) (à l'origine de l'[opération Mains propres](#)), ou le Chilien [Juan Guzmán](#), qui a inculpé [Augusto Pinochet](#).

Retour en Norvège

Après l'affaire Elf, Eva Joly souhaite s'éloigner de la France. Elle explique son départ en Norvège comme un véritable exil pour se mettre à l'abri : « J'ai quitté la France. Je suis partie parce que je ne voulais laisser à personne les moyens et le temps de se venger » . En [2002](#), elle se met en disponibilité de la magistrature pour devenir conseillère du gouvernement norvégien dans la lutte contre la [corruption](#) et la délinquance financière internationale, déplorant au passage la complaisance en France pour les malversations financières.

Entre 2004 et 2006, pour le compte de l'Agence norvégienne de développement et de coopération, elle est conseillère du président de la République Malgache, Marc Ravalomanana. En [2005](#), elle crée, avec l'appui du ministère des Affaires étrangères, le « *Network* », réseau privé de juges et d'enquêteurs engagés dans la lutte contre la corruption. Ses membres représentent notamment plusieurs pays en voie de développement auxquels le Network apporte non seulement un soutien psychologique et moral grâce aux échanges et réunions organisés régulièrement, mais aussi, à l'occasion, une aide matérielle, comme l'exfiltration d'un membre dont la sécurité serait menacée. Comme le disent certains membres du réseau, cette initiative unique et salutaire ne pourra réellement avoir un impact significatif que si une cour internationale est créée afin de poursuivre les criminels financiers, seule façon de faire appliquer les lois communes en vigueur.

Son nom est choisi par la promotion 2007 de l'[École nationale de la magistrature](#). Dénonçant toujours la soumission de la magistrature au pouvoir politique, elle a critiqué le projet de [Nicolas Sarkozy](#) visant à dépénaliser le droit des affaires.

Enquête sur la crise financière en Islande

En mars 2009, Eva Joly est appelée par le gouvernement islandais pour servir en tant que conseillère spéciale dans une enquête sur une possible criminalité financière qui aurait aggravé la crise financière dans le pays. Elle rend un rapport de 2 000 pages en janvier 2010. La chanteuse islandaise [Björk](#) estime que cette mission a constitué un apport immense pour son pays. Eva Joly renonce ensuite à ce poste, la raison officielle de ce départ étant sa préparation à la [campagne présidentielle française de 2012](#), comme candidate du mouvement écologique.

Engagement politique



Eva Joly à un meeting d'[Europe Écologie](#), au [Cirque d'hiver de Paris](#).



Eva Joly, lors des assises constitutives d'[Europe Écologie Les Verts](#), en [novembre 2010](#).

Proche du Mouvement démocrate

Eva Joly est, en 2007-2008, proche du [Mouvement démocrate](#)¹⁹. Elle approche [François Bayrou](#) pour être tête de liste MoDem aux [élections européennes](#)²⁰, mais, ne recevant pas l'investiture souhaitée, elle ne donne pas suite. Elle expliquera plus tard ce départ en jugeant que François Bayrou « n'a pas de programme ».

Engagement écologiste

Voir les articles : [Primaire présidentielle écologiste de 2011](#) et [Élection présidentielle française de 2012](#). En octobre 2008, elle rejoint le rassemblement Europe Écologie, en deuxième position sur la liste des écologistes en [Île-de-France](#) en vue des [élections européennes](#)²². La liste conduite par [Daniel Cohn-Bendit](#) recueille 20,86 % des voix, et elle est élue députée européenne, le [7 juin 2009](#).

L'édition 2010 du [prix Press club humour et politique](#) lui est décernée pour sa formule « Je connais bien [Dominique Strauss-Kahn](#) : je l'ai mis en examen ».

Dès 2010, elle annonce son intention de se présenter sous les couleurs écologistes à l'[élection présidentielle française de 2012](#)^{24,25}. Eva Joly est considérée comme la favorite de la [primaire écologiste](#)²⁶ jusqu'à la déclaration de candidature de [Nicolas Hulot](#). Elle bénéficie du soutien de certains Verts de premier plan, mais pas de la direction²⁷. Elle arrive cependant en tête du premier tour, fin [juin 2011](#), manquant de l'emporter à 63 voix près. Le [12 juillet 2011](#), elle est proclamée vainqueur de la primaire avec 58,16 % des voix face à Nicolas Hulot : Eva Joly devient ainsi la candidate officielle d'[Europe Écologie Les Verts](#) pour l'élection présidentielle de 2012.

En [2011](#), elle soutient officiellement le [chef Raoni](#) dans sa lutte contre le [barrage de Belo Monte](#)